

L'élection en Arménie truquée au grand jour

| Mikael Darbinian

Mikael Darbinian, ancien diplomate américain d'origine arménienne vivant désormais en Arménie, se joint à nous pour parler de l'élection du 7 juin, des accusations de fraude, des arrestations de figures de l'opposition et du pouvoir croissant du Premier ministre Pachinian. La discussion aborde également les pressions étrangères de l'UE, des États-Unis, de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de l'Iran, ainsi que les craintes que l'Arménie perde sa souveraineté. Liens : Security Observer Análisis (chaîne en espagnol) - <https://www.youtube.com/@securityobserveranalysis> Security Observer Global Voices (ma chaîne Think Tank en anglais) - <https://www.youtube.com/@securityobserverglobalvoices> Site web de Security Observer : <https://security-observer.com> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Donations : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Présentation de l'invité et parcours 00:01:31 Ce qui s'est passé lors de l'élection 00:03:59 Accusations de fraude électorale 00:07:19 Recompte et seuil parlementaire 00:11:26 Frustration du public en Arménie 00:14:55 Pourquoi Pachinian bénéficie encore de soutien 00:20:00 Influence étrangère et politique des corridors 00:25:04 Corridor TRIP et intérêts américains 00:39:32 L'Iran, la souveraineté et l'avenir de l'Arménie

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, on revient avec un nouvel épisode consacré à l'Arménie. Je suis accompagné de Mikhaïl Darbinian. Mikhaïl, bienvenue. Merci de m'avoir invité, Pascal. Merci à toi d'être avec nous en ligne. Et Mikhaïl, ton parcours est un peu particulier, puisque tu as été diplomate américain. Est-ce que tu peux nous en dire un peu plus sur ton parcours ?

#Mikael Darbinian

Oui, j'étais vice-consul pour le département d'État américain en Argentine, puis à Moscou, entre deux mille vingt et deux mille vingt-quatre. À la fin de deux mille vingt-quatre, je faisais partie du service consulaire, donc du service diplomatique. J'ai pu faire beaucoup de choses et en tirer énormément d'expérience.

#Pascal

Et maintenant, vous êtes en Arménie, et vos origines sont arméniennes aussi.

#Mikael Darbinian

Oui, exactement. D'un point de vue ethnique, je suis aussi Arménien. J'ai vécu aux États-Unis, j'ai vécu en Arménie, et aussi dans plusieurs autres pays. Et on s'est installés ici, en famille, pour vivre dans un endroit plus petit, moins cosmopolite, moins métropolitain que Los Angeles, Moscou ou Buenos Aires. Donc oui, c'est beaucoup plus petit ici.

#Pascal

Alors, que s'est-il vraiment passé le week-end dernier pendant ces élections ? On avait déjà entendu dire qu'il y avait eu de gros problèmes avant le scrutin, avec des arrestations massives de figures de l'opposition, des personnalités importantes. Et puis, pendant les élections elles-mêmes, il y aurait eu aussi des irrégularités. Vous pouvez nous dire ce que vous avez constaté, vous, depuis Erevan ?

#Mikael Darbinian

Oui, tout à fait. Alors, les élections ont eu lieu le sept juin. C'étaient des élections législatives, avec le parti au pouvoir depuis deux mille dix-huit. Ce parti cherchait à prolonger le mandat du Premier ministre, Nikol Pachinian, et donc à étendre ses huit années de pouvoir. Au fil des ans, à mesure que sa cote de popularité a baissé, ses pratiques autoritaires se sont renforcées, surtout après la perte du Haut-Karabakh, et après de nombreuses autres défaites et, disons, différents échecs. Par exemple, le taux de pauvreté en Arménie reste à vingt pour cent.

Dans certaines régions, c'est plus de quarante pour cent. Si on compare, par exemple, avec la Géorgie, elle a réussi à réduire de moitié son taux de pauvreté au cours de ces dernières années. Alors, on parle d'élections législatives avec de nombreuses arrestations de dirigeants de l'opposition avant le scrutin du sept juin, et même le jour du vote. Des dizaines de personnes ont été arrêtées ce jour-là, ainsi que dans les jours précédents. En gros, il s'agissait presque toujours de critiques du pouvoir, de députés ou de candidats au Parlement. Donc oui, il y a eu beaucoup de persécutions contre l'opposition.

#Pascal

La conversation que je viens d'avoir avec deux cinéastes et journalistes arméniens, ils m'ont aussi raconté que pendant la nuit des élections, il y avait eu des irrégularités. En fait, monsieur Pachinian, vers deux heures du matin, bien avant que tous les bureaux de vote soient dépouillés, a simplement annoncé qu'il avait gagné. Et apparemment, il y avait beaucoup de fraudes électorales, assez flagrantes, vraiment visibles, au grand jour. Qu'est-ce que vous, vous avez vu ?

#Mikael Darbinian

Alors, c'étaient probablement les élections les plus truquées que j'aie jamais vues, suivies ou couvertes — et pourtant, j'en ai observé dans plusieurs pays, y compris en Arménie. Mais celles-ci,

en Arménie, étaient vraiment les plus truquées jusqu'à présent. Le jour même du vote, en plus des arrestations, des membres du parti au pouvoir accompagnaient les électeurs à l'intérieur des bureaux de vote. Ils attendaient aussi à l'extérieur. Ils allaient littéralement jusqu'aux isolements, montraient du doigt aux gens quoi faire, pour qui voter. Il y avait beaucoup de personnes qui... enfin, ici, il y avait dix-huit partis en lice, avec un bulletin pour chacun. Donc dix-huit papiers différents, et il fallait en choisir un seul. On devait prendre celui du parti pour lequel on voulait voter, le mettre dans une enveloppe, puis le glisser dans l'urne.

Eh bien, les gens arrivaient déjà avec une enveloppe pré-scellée du parti au pouvoir, le numéro seize. Ils entraient avec ça en main, allaient derrière les isolements, la sortaient de leur poche, et la déposaient directement dans l'urne. C'était surtout des personnes âgées, par exemple, ou des gens qui ne sont pas vraiment habitués à voter. La participation était d'environ cinquante-huit pour cent, ce qui est correct. Ce n'est ni le plus haut, ni le plus bas taux de l'histoire de l'Arménie. Mais il y avait aussi des conscrits, des jeunes recrues, en gros des militaires de dix-huit ans, qui se trouvaient dans plusieurs bureaux de vote et qu'on a laissés entrer pour voter. Dans un secteur, on les a laissés voter, probablement un groupe d'une quarantaine, peut-être trente, quarante, cinquante d'entre eux. On les a laissés entrer pour voter deux minutes avant la fermeture des bureaux.

Et dans un autre endroit, on les a fait entrer vers dix heures du soir, alors que les bureaux de vote étaient déjà fermés. À cette heure-là, ils devraient normalement dormir, ces recrues. C'est justement le moment où elles sont censées dormir. Eh bien non, on les a sorties, emmenées aux bureaux de vote, alors que tout était fermé, et on les a forcées à voter. Et franchement, pour qui d'autre auraient-elles pu voter ? Pour le parti au pouvoir, évidemment, puisque tout est organisé par lui. Pour être clair, le Premier ministre contrôle actuellement les trois pouvoirs : le judiciaire, le législatif et l'exécutif. Donc, en gros, toute la police, tous les juges, tout — il contrôle absolument tout. Même la commission électorale est nommée par lui. Alors forcément, toute enquête, tout recomptage, sera biaisé, mené par des gens qui lui sont fidèles. Ah, juste une petite précision.

#Pascal

La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous abonner à ma newsletter gratuite sur Substack. Vous pouvez aussi contribuer avec un abonnement payant, ou encore acheter quelques-uns de nos nouveaux produits sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous. On se retrouve là-bas. Et au moment où on parle, le treize juin, on attend toujours — d'après les informations que j'ai — le résultat qui devrait tomber demain. Ce résultat dira si l'un des petits partis d'opposition parvient à franchir le seuil minimum de quatre pour cent, ou s'il sera exclu. Et dans ce cas, ses voix seraient redistribuées, ce qui donnerait à Monsieur Pachinian une super-majorité au Parlement. C'est bien ça ?

#Mikael Darbinian

Exactement, exactement. Vous suivez tout très bien. Alors, il y a trois partis d'opposition : Arménie Forte, Alliance d'Arménie et Arménie Prospère. Arménie Prospère, c'est le plus petit des partis d'opposition. Il existe depuis environ quinze, peut-être vingt ans. Il a toujours un peu fait son chemin à part — six pour cent, sept pour cent, quatre pour cent. Il a toujours réussi à entrer au Parlement, mais avec une toute petite majorité. Cette fois, le problème, c'est que, d'après le recomptage — le premier dépouillement du sept juin, enfin plutôt du huit juin, pardon, parce que ça s'est prolongé dans la nuit du huit — ce petit parti d'opposition a obtenu trois virgule neuf cent quatre-vingt-quatorze pour cent des voix. Il faut quatre pour cent pour entrer au Parlement.

Leur entrée au Parlement changerait la répartition des sièges et limiterait un peu le parti au pouvoir sur certains votes. Actuellement, le parti au pouvoir a la majorité, une toute petite majorité, mais une majorité quand même. Ça leur permet de faire passer des lois ordinaires, de former un gouvernement, de déclarer l'état d'urgence. En revanche, ils ne peuvent pas modifier la Constitution, ni nommer la Cour constitutionnelle, ni faire ce genre de choses. Pour ça, il leur faut une majorité constitutionnelle. Donc, comme vous le disiez, le petit parti d'opposition continue de réclamer un recomptage des voix. Il y a déjà eu un recomptage dans environ cinq à six cents bureaux de vote sur un total de deux mille cinq. Donc, ils en ont refait à peu près six cents.

#Mikael Darbinian

On dirait que le petit parti d'opposition a gagné jusqu'à quatre pour cent, mais pour l'instant, rien de concret. Les résultats auraient dû être prêts. Le recomptage aurait dû être terminé hier, à quatorze heures, heure locale. Mais il n'y a toujours aucun résultat réel de ce recomptage. En plus, la commission électorale a annulé les résultats dans plusieurs bureaux de vote — trois, si je ne me trompe pas — et ces trois bureaux contenaient des votes pour ce petit parti d'opposition. Donc, en annulant ces résultats, ça empêche ce parti d'avoir assez de voix pour entrer au Parlement. Et c'est là un des gros problèmes : en gros, le gouvernement contrôle les résultats, le recomptage, et essaie de les limiter pour obtenir une majorité plus large.

#Pascal

Alors, où est-ce que ça nous laisse, en Arménie ? Ce que j'ai compris de ma discussion précédente, c'est que les sondages de sortie des urnes indiqueraient que le parti au pouvoir aurait obtenu, de façon réaliste, autour de trente pour cent des sièges. Disons un tiers, à peu près. Ce qui en ferait encore le plus grand parti, mais loin des quarante-neuf pour cent qu'ils revendiquent actuellement. Et bien sûr, loin de la supermajorité qu'ils espéraient. En plus, ça donnerait la possibilité à d'autres partis de former une coalition et, potentiellement, de changer de gouvernement. Alors, qu'est-ce que ça veut dire pour la population arménienne en général ? Est-ce que la situation se dégrade ? L'Arménie compte environ deux millions et demi d'habitants, non ? Ou trois ? À peu près, un peu moins de trois millions. Un peu moins de trois. Donc, qu'est-ce que ça implique pour la population ? Est-ce qu'il n'y a pas, en ce moment, une grande frustration dans le pays ?

#Mikael Darbinian

Oui, oui. Je veux dire, avant les élections, si on regarde les différents sondages, il y en a eu beaucoup, menés par divers pays, des ONG... La plupart montraient que beaucoup d'électeurs, beaucoup d'Arméniens en général, n'étaient pas vraiment intéressés par le vote. Ils ne voulaient pas participer. Mais ça a un peu changé, parce qu'on a vu une hausse du nombre de participants à cette élection, par rapport à celle de deux mille vingt et un. Cela dit, les gens restent frustrés, parce qu'ils veulent du changement. Beaucoup de gens veulent ce changement. Et les trente pour cent dont vous parlez, oui, ça semble réaliste.

Le parti au pouvoir semble pouvoir obtenir environ trente pour cent des voix. Mais évidemment, avec toutes les tactiques qu'ils ont utilisées — faire venir des gens en bus, faire voter certaines personnes deux fois, retirer des noms des listes... Par exemple, quand on va voter, on doit cocher son nom. Eh bien, ils enlèvent des noms de ces listes, ou alors les noms sont déjà signés, comme si la personne avait déjà voté. Certains sont arrivés au bureau de vote et ont vu : « Attendez, qui a signé à ma place ? Moi, je n'ai rien signé ! » Et ce genre de manœuvres vise clairement à réduire les chances de l'opposition de pouvoir voter.

Les gens sont frustrés. Et dans l'ensemble, la société, ce n'est pas... ce n'est pas du tout ce que beaucoup de médias, surtout à l'étranger, décrivent comme un choix entre la Russie et l'Occident. Comme si la société arménienne ne voulait que se tourner vers l'Union européenne et que la Russie était en train de l'écraser. Ce n'est pas vraiment ça. Les Arméniens, eux, sont ouverts à tout. Ils veulent de bonnes relations à la fois avec la Russie et avec l'Union européenne, comme ça a toujours été. Il y a toujours eu un équilibre. Mais aujourd'hui, on a l'impression que le gouvernement essaie, d'une certaine manière, de forcer le pays à entrer dans cette confrontation géopolitique. Et ça, les gens n'en veulent pas.

#Pascal

Ce que j'ai du mal à comprendre, c'est comment le gouvernement et le président, qui ont en réalité perdu le Haut-Karabakh, l'Artsakh, au profit de l'Azerbaïdjan... comment peut-on croire que plus de la moitié des Arméniens soutiennent encore ce gouvernement ? Et même si on dit qu'en réalité, c'est plutôt un tiers, comment expliquer qu'il garde malgré tout une telle popularité, après ce qui s'est passé au Haut-Karabakh, et les cent mille réfugiés que cela a provoqués, chassés de chez eux vers l'Arménie continentale ? En plus, on a bien vu qu'il a parlé de façon très méprisante de ces gens, qui ont pourtant été expulsés de leurs maisons, et qui sont des citoyens arméniens, non ? Alors, comment expliquer ça ?

#Mikael Darbinian

Tu sais quoi ? Tu marques un bon point. Franchement, ça mériterait une étude sociologique très approfondie. Parce que si on imagine, par exemple, que le Royaume-Uni perdait soudainement l'Irlande du Nord, qu'est-ce que les gens diraient ? Ou si le Japon perdait Hokkaido, je ne pense pas que les Japonais moyens seraient très contents. Ou encore si les États-Unis perdaient Porto Rico. Donc oui, ça mérite vraiment une étude sociologique sérieuse. Mais une partie de son soutien vient aussi, disons-le, d'une certaine manipulation médiatique, ou du fait d'utiliser les médias à son avantage pour façonner les récits et rejeter la faute sur les autres.

Par exemple, on a reproché à la Russie la perte du Haut-Karabakh. Certains accusent aussi l'Union européenne de cette perte. Il a rejeté la faute dans beaucoup de directions, surtout vers la Russie. Et plus particulièrement après la guerre de deux mille vingt, la Russie a été un peu pointée du doigt, comme si on disait : « Ils ne nous ont pas aidés, ils n'ont pas arrêté l'avancée azérie. » Et après deux mille vingt-trois, surtout, je pense que les relations se sont encore un peu détériorées. Son soutien vient aussi, et j'en suis vraiment convaincu, de ce qui s'est passé après la victoire arménienne de mille neuf cent quatre-vingt-quatorze sur le Haut-Karabakh. À partir de là, beaucoup d'ONG ont commencé, petit à petit, à affluer en Arménie. George Soros, par exemple — ils font aussi de bonnes choses, mais il y a un revers à cela. Ils sont arrivés en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit. D'autres ONG sont venues au début des années deux mille, avec pour objectif final de former les journalistes à faire du bon journalisme, et ainsi de suite.

Et c'est un peu comme ça que toute l'opposition s'est formée. Ça a pris la forme d'un concept, en quelque sorte. En gros, ça montrait aux gens comment être dans l'opposition au gouvernement. Et beaucoup de ces ONG se sont ensuite engagées dans d'autres discours — un discours de paix avec les voisins — alors qu'en Azerbaïdjan, c'était un discours de guerre totale. Là-bas, il y a un discours anti-arménien, de haut en bas, institutionnalisé. Tandis qu'en Arménie, ces ONG prêchaient, en gros, qu'il fallait tourner la page. Qu'on n'avait pas besoin du Haut-Karabakh. Que ce n'était pas arménien, et ainsi de suite. Je pense que ça a influencé une partie de la société, un certain milieu, qui a fini par croire que, peut-être, ce n'était pas vraiment arménien... même s'il y a, quand même, des églises là-bas depuis, quoi, mille sept cents ans, voire mille ans.

Je pense donc que les ONG ont joué un rôle important dans tout ça, et qu'elles continuent d'en jouer un, notamment dans le soutien qu'il reçoit et dans sa manière de rejeter la faute sur d'autres, comme les généraux, par exemple. Il a accusé la Russie de la perte du Haut-Karabakh. Il a accusé les généraux arméniens de cette perte. Il est même allé jusqu'à accuser les Arméniens du Haut-Karabakh eux-mêmes — des citoyens arméniens — en leur disant : « Vous n'avez pas combattu, vous êtes partis, vous avez fui, et voilà le résultat. » Et tout cela est arrivé après que l'Arménie a cessé toute aide, en violation de sa propre constitution. Parce que la constitution arménienne stipule que l'Arménie est garante de la sécurité physique des Arméniens du Haut-Karabakh. Il a donc rompu avec cette norme constitutionnelle et a cessé d'assurer la sécurité de ces Arméniens, ce qui a fini par mener à cette situation. Il y a donc plusieurs éléments, plusieurs facteurs à prendre en compte.

#Pascal

Quelle est, selon vous, l'ampleur de l'influence étrangère sur ce résultat ? Et l'une des choses qui m'a vraiment frappé, pas seulement depuis cette élection mais déjà avant, c'est ce soutien totalement hypocrite à Monsieur Pachinian, de la part de l'Union européenne, mais aussi des États-Unis — surtout de l'Union européenne, d'ailleurs. On a vu que, le lendemain même du jour où Monsieur Pachinian a fait emprisonner l'une des principales figures de l'opposition, ainsi qu'un chef religieux, Karékine II, une semaine plus tard, Kaja Kallas est allée à Erevan, s'est tenue à ses côtés et a déclaré qu'il était un grand symbole de la démocratie, et ainsi de suite. C'est une hypocrisie tellement flagrante qu'on ne peut pas passer à côté. Mais vous, comment vous l'interprétez ?

#Mikael Darbinian

Oui, l'influence étrangère est très forte ici. Vraiment très forte. Et comme je l'ai dit, à mesure que le soutien public au Premier ministre a diminué au fil des années, il a renforcé ses méthodes autoritaires. Et en plus, il a cherché à obtenir le soutien d'acteurs étrangers pour rester au pouvoir. Donc, en quelque sorte... en tant qu'ancien officier consulaire, j'ai beaucoup travaillé sur ce qu'on appelle le "visa shopping". Mais là, c'est plutôt du "support shopping". Le "visa shopping", c'est quand on vous refuse un visa dans un consulat, et que vous allez tenter votre chance dans un autre, dans un autre pays, pour voir si on vous l'accorde. Eh bien, le Premier ministre, celui d'Arménie, a fait un peu la même chose, mais pour chercher du soutien.

Il a essayé d'être pro-russe, puis pro-iranien, en donnant à l'Iran un consulat général dans le sud de l'Arménie, pour créer une sorte de zone d'influence. À un moment, il a aussi tenté d'être pro-chinois. Et finalement, il a fini par devenir pro-turc, en réorientant complètement sa politique vers la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Union européenne. L'Union européenne, d'ailleurs, correspond à ses objectifs de se maintenir au pouvoir. Et de son côté, l'Union européenne voit en lui quelqu'un qu'elle peut utiliser comme levier contre la Russie. Donc, l'influence étrangère est ici un facteur majeur. Vous avez l'Azerbaïdjan, qui pousse pour obtenir des concessions. L'Azerbaïdjan a déjà obtenu des concessions territoriales au détriment de l'Arménie, que le Premier ministre arménien a accordées sans hésiter. Certains villages ont été cédés. Des parties de villages ont été cédées. Mais pourquoi ces villages-là ?

#Pascal

Ces villages se trouvent au cœur de l'Arménie. Pourquoi les Azerbaïdjanais insistent-ils pour obtenir ces concessions ? Et pourquoi lui, il les céderait ? Enfin, ils sont vraiment en plein territoire arménien.

#Mikael Darbinian

Oui, c'est en quelque sorte une frontière de fait, qui n'a jamais vraiment été délimitée précisément. Il existe une frontière de facto entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, marquée par des positions militaires de part et d'autre, avec une zone neutre au milieu. Certaines de ces zones n'étaient pas forcément

des terres abandonnées. C'étaient des endroits où des villageois arméniens allaient littéralement faire paître leurs troupeaux. Oui. En gros, il a cédé tout ça pour continuer à obtenir le soutien de l'Azerbaïdjan et de la Turquie dans les instances internationales. Et puis, il cherche aussi à modifier la Constitution arménienne pour en retirer toute référence à la Déclaration d'indépendance, qui mentionne que l'Arménie est garante des Arméniens du Haut-Karabakh, ainsi que le mont Ararat, symbole de l'histoire et de l'identité culturelle arméniennes.

Le mont Ararat, il l'a fait retirer des tampons de passeport, par exemple. Jusqu'à présent, il y figurait toujours. On le voyait partout. C'est un peu comme la tour Eiffel pour la France, ou Big Ben pour le Royaume-Uni. C'est un symbole du pays. Tout ça a été supprimé. Il persécute l'Église. Il a lancé sa campagne contre elle juste après que les autorités azéries ont déclaré que l'Église arménienne représentait un grand danger pour le Caucase, une menace majeure. Selon eux, la plus grande menace pour le Caucase du Sud, c'est une Église de type revanchiste. Une semaine plus tard, l'an dernier, il a commencé sa persécution de l'Église, en essayant essentiellement de faire arrêter le chef de l'Église arménienne. Donc, tout ça coïncide.

Euh, oui, l'influence étrangère est importante. L'Union européenne veut aussi utiliser l'Arménie. C'est pour ça qu'elle pousse un peu l'Arménie vers une confrontation avec la Russie. Moi, je pense — même si je n'ai pas de preuve concrète — qu'ils essaient de pousser l'Arménie à se confronter à la Russie pour que la Russie réagisse, prenne une mesure, et qu'ensuite l'Union européenne dise : « Regardez, la Russie ne vous soutient pas, venez avec nous. » Vous voyez un peu l'idée. Par exemple, l'Union eurasiatique, la Communauté des États indépendants, ou encore l'Organisation du traité de sécurité collective. L'Arménie a en quelque sorte cessé de participer activement à beaucoup de ces structures au plus haut niveau. Elle réduit un peu sa participation. À mon avis, c'est un peu à la demande de l'Union européenne, pour qu'elle change sa politique et obtienne son soutien.

#Pascal

Et qu'en est-il du facteur iranien ? Franchement, l'un des projets les plus insensés, à mes yeux, des États-Unis, c'est cette idée de créer un corridor de cinquante kilomètres de long, le fameux corridor de Zanguezour, pour relier l'Azerbaïdjan à son enclave en Arménie, puis plus loin à la Turquie. Mais ce corridor serait juste à la frontière avec l'Iran et, selon les plans actuels, il serait exploité pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, un peu comme un bail colonial, en gros par l'armée américaine. Franchement, ça me paraît d'une stupidité incroyable, surtout pour un petit pays coincé entre de grandes puissances, qui doit absolument veiller à ne pas trop en fâcher aucune. Est-ce que vous pouvez réagir à ça, et peut-être dire aussi à quel point vous pensez que ce projet est réaliste aujourd'hui, après le résultat de cette élection ?

#Mikael Darbinian

Oui, donc en gros, en août deux mille vingt-cinq, les dirigeants de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie ont signé un premier accord de paix, ou plutôt un mémorandum de paix... enfin, un protocole d'accord.

#Pascal

Je veux dire, ça n'a pas vraiment de valeur contraignante en droit international. Il faudrait encore que ce soit voté par leur parlement, donc ce n'est pas du tout réglé, loin de là. Mais bon, c'est là maintenant, oui.

#Mikael Darbinian

Après ça, ils ont élaboré d'autres documents à partir de celui-là, et ils ont fini par avoir un accord qu'ils ont effectivement signé. Marco Rubio, le vingt-six mai de cette année, est arrivé à Erevan en provenance d'Inde. Il est venu pour une heure, peut-être deux au maximum, a signé ce document — l'accord, qu'on appelle l'accord TRIP, ou l'accord du Corridor — puis il est reparti d'Arménie. Je pense qu'ils craignaient que le parti au pouvoir perde sa majorité, et qu'ils voulaient donc faire signer cet accord avant les élections. C'était environ deux semaines avant le scrutin. Et donc, cet accord, officiellement, s'appelle TRIP, pour "Trump Route for International Peace and Prosperity", ou quelque chose comme ça. Oui, voilà, c'est ça.

C'est un corridor qui relie l'Azerbaïdjan, la partie principale du pays, à son exclave située de l'autre côté de l'Arménie, l'exclave du Nakhitchevan, qui a été séparée à l'époque soviétique. Et ça fait partie de ce qu'on appelle le Corridor du Milieu. À travers le Caucase, on trouve donc tout un ensemble d'infrastructures construites après la chute de l'Union soviétique, qui relie la mer Caspienne à la mer Noire. On appelle ça le Corridor du Milieu. Il y a différents oléoducs et gazoducs. Par exemple, le Baku–Tbilissi–Ceyhan, un oléoduc. C'est tout un réseau de routes, de voies ferrées, de gazoducs et d'oléoducs qui vont de la Caspienne jusqu'à la mer Noire. Et ce que propose l'Arménie, c'est une troisième voie à travers cette région. Parce qu'aujourd'hui, sur la façade de la mer Noire, le Corridor du Milieu passe par deux ports en Géorgie : le pays dispose de Batoumi et de Poti.

Il y a deux grands ports que la Géorgie utilise pour ses exportations et importations à travers ce corridor. Depuis l'Asie centrale et la Chine, en passant par le Kazakhstan, les marchandises traversent la mer Caspienne par bateau, puis elles empruntent le corridor central vers l'Union européenne, et inversement. Eh bien, ces deux ports, Poti et Batoumi, sont aujourd'hui très saturés. Ils sont débordés. Ces dernières années, les volumes de marchandises et d'échanges ont beaucoup augmenté, et les navires doivent attendre de plus en plus longtemps. Le transport coûte donc beaucoup plus cher. Ils n'ont tout simplement pas l'infrastructure nécessaire pour gérer un tel afflux de marchandises. En deux mille vingt, un autre port devait être construit en Géorgie, juste au nord de Poti.

Ça s'appelle la ville d'Anaklia. Entre deux mille seize et deux mille vingt, il y avait un consortium qui voulait construire là-bas. Ils ont investi, ils avaient même établi tout le plan pour ce port, afin de désengorger les deux autres ports et d'absorber plus de trafic. Mais en janvier deux mille vingt, le

gouvernement géorgien a annulé ce projet. Ce n'était pas un traité, non, mais ils ont bel et bien annulé le projet. En gros, ils ont mis fin à toute initiative passant par ce corridor. Certains disent que c'était peut-être parce qu'ils voulaient plutôt investir dans un corridor nord-sud, avec la Russie, l'Iran et l'Arménie. D'autres parlent de problèmes financiers, de désaccords économiques... Quoi qu'il en soit, ce troisième port en Géorgie n'était plus possible. Alors, quel autre pays restait-il ? Pour le corridor du milieu, ils n'allaient pas passer par la Russie.

Ils n'allaient pas passer par l'Iran. L'Arménie était le seul pays disponible à ce moment-là. Cette même année, en deux mille vingt, a eu lieu le conflit du Haut-Karabakh — la guerre de quarante-quatre jours, comme on l'appelle — dans ce petit territoire qui borde à la fois l'Iran et l'Arménie. Eh bien, il se trouve que les principaux gains militaires de l'Azerbaïdjan se sont faits justement le long de la frontière iranienne, en direction de la frontière arménienne. En gros, ils ont conquis et pris le contrôle de tout ce territoire à l'intérieur de l'État de facto du Haut-Karabakh, jusqu'à la frontière arménienne, assurant ainsi la possibilité d'un futur corridor. Voilà pour deux mille vingt. Et ensuite, on avance, on saute à deux mille vingt-cinq, deux mille vingt-six. L'accord est déjà pratiquement en place. Les États-Unis utilisent désormais l'Arménie comme zone de transit.

En gros, c'est ça, pour la chaîne d'approvisionnement. Si on lit le texte de ces protocoles d'accord et des documents qu'ils ont signés, on voit qu'ils insistent beaucoup sur le rôle de l'Arménie dans le soutien à la chaîne d'approvisionnement. Ce n'est pas tellement que l'Arménie va recevoir d'énormes investissements, non. Ce qu'il faut surtout, c'est ce corridor d'environ quarante kilomètres, déjà existant, qui relie l'Azerbaïdjan au corridor du Milieu. L'infrastructure est déjà là. À l'époque soviétique, il y avait une voie ferrée qui passait par là. Elle n'est plus utilisée du tout. Les gens ont même récupéré une partie comme ferraille, donc le terrain s'y prête. Nulle part ailleurs en Arménie, on n'a une route qui traverse d'est en ouest. C'est donc le seul endroit possible, parce que le pays est très montagneux. Et en gros...

#Pascal

Qu'est-ce que l'Arménie va vraiment en tirer, surtout si c'est pour un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans avec les États-Unis ? Je veux dire, ça veut dire que vous allez avoir tout le trafic, mais sans le commerce. En gros, tout va simplement traverser l'Arménie.

#Mikael Darbinian

Oui, en fait, si on regarde les frais de transit, localement, à l'intérieur du pays, on présente ça comme un projet qui va sortir l'Arménie de la pauvreté. Comme quelque chose qui va faire entrer l'Arménie dans le vingt et unième siècle. Mais si on regarde de plus près, en réalité, ce que ça va rapporter, ce sont surtout des frais de transit. C'est ça, le vrai gain. Si on prend les frais de transit pour les chemins de fer ou les routes, par exemple au Kazakhstan ou dans les pays voisins, le revenu total du transit pour le Kazakhstan représente environ deux pour cent du budget. Pour l'Azerbaïdjan, c'est à peu près un virgule cinq pour cent. Ce sont des chiffres approximatifs pour deux

mille vingt-quatre, deux mille vingt-cinq, sur le budget de l'État. Enfin... on ne parle pas du revenu total, pardon. Du revenu total, du PIB. Voilà, d'accord.

Oui, à peu près ça. En Géorgie, ça représente un peu moins d'un pour cent de frais de transit. En Turquie, c'est beaucoup moins, autour de zéro virgule six, même un peu en dessous. En Serbie, qui est l'un des taux les plus élevés que j'ai trouvés, ça monte presque à trois pour cent. Donc, les frais de transit en eux-mêmes, ce n'est pas forcément une source de revenus énorme. Surtout si vous avez, disons, une route droite de quarante kilomètres qu'on traverse en quinze minutes. Ça ne rapporte pas grand-chose. Ce n'est pas comme en Géorgie, où la route est plus longue, jusqu'aux villes portuaires, et où le trajet peut prendre une journée entière, six ou sept heures. Donc, pas vraiment beaucoup. L'enjeu, c'est plutôt d'ancrer l'Arménie dans tout ce cadre qui relie la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie aujourd'hui, et de la sécuriser aussi comme partie d'un projet américain pour l'Asie centrale. C'est une façon de maintenir l'Arménie à l'intérieur de cette route. On ne peut pas, du jour au lendemain, dire : « Bon, je veux sortir de ce tracé », et ainsi de suite.

#Pascal

Ce que vous venez de décrire, c'est une raison géoéconomique très claire pour ce type d'ingérence politique. Mais est-ce qu'il y a aussi une raison géopolitique, ou même géostratégique, derrière cette idée d'utiliser l'Arménie contre la Russie, de façon aussi évidente ? On voit bien, en ce moment, comment l'Ukraine est utilisée pour affaiblir la Russie. On a vu des tentatives similaires avec la Géorgie. La région du Caucase, en elle-même, est extrêmement importante. Selon vous, quelles sont, peut-être pas les stratégies, mais au moins certaines des tentatives des gouvernements occidentaux à propos de l'Arménie ?

#Mikael Darbinian

Oui, alors, juste pour ajouter une petite note à ça : le corridor du milieu est très important pour les États-Unis, parce que le Kazakhstan produit environ trente-huit à quarante pour cent de l'uranium mondial. Les États-Unis ont arrêté d'importer de l'uranium de Russie, ou presque, c'est quasiment à zéro. Je crois qu'ils ont interdit l'uranium russe en deux mille vingt-quatre. Donc, les États-Unis ont besoin d'uranium. Depuis une trentaine d'années, ils en importent environ quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent. Avant, une grande partie venait de Russie. Mais avec la confrontation qui dure depuis des années, ces importations ont peu à peu diminué. À partir de deux mille dix, le Kazakhstan a augmenté sa production d'uranium. Et aujourd'hui, le Kazakhstan représente, je dirais, entre quinze et vingt pour cent des importations américaines d'uranium.

L'an dernier, le président Trump a aussi dit qu'il voulait diversifier les importations d'uranium. Il veut moderniser tout le secteur de l'énergie nucléaire aux États-Unis. Donc, ça, c'est déjà un point important. Et puis, je pense que c'est fondamental. L'année dernière, en avril, si je ne me trompe pas, une organisation géologique indépendante a découvert des terres rares au Kazakhstan, à un niveau tel que le pays pourrait devenir le troisième producteur mondial, après la Chine et les États-

Unis. Alors, si cette étude est exacte — et je pense qu'elle l'est —, parce que je vois bien que les États-Unis accélèrent sur ce corridor, je crois que les États-Unis, et le président Trump en particulier, qui est vraiment très intéressé par ces terres rares, voient déjà ce potentiel au Kazakhstan.

Et lui, l'un de ses objectifs, c'est d'obtenir un approvisionnement sûr en terres rares depuis le Kazakhstan. Le Kazakhstan, d'ailleurs, possède aussi beaucoup de minéraux critiques que les États-Unis recherchent eux aussi. Et c'est un pays qui, on le sait, a encore un fort potentiel de développement. C'est là que se situe l'intérêt américain. Et évidemment, ça crée ce qu'on appelle le corridor Est-Ouest pour les États-Unis. Pour l'Union européenne, comme vous l'avez mentionné, il y a une confrontation majeure. L'Union européenne, par inertie, ses élites continuent de soutenir l'effort de guerre en Ukraine, n'est-ce pas ? Malgré l'absence de changements sur le terrain, à part les avancées lentes de la Russie. La Russie continue, petit à petit, à progresser. Et pour ajouter à cela, je pense que si c'est aussi lent, c'est parce que la Russie veut rendre cette opération militaire durable.

Si on y va d'un coup, avec tous les moyens, on risque de subir de lourdes pertes, de perdre le soutien de l'opinion publique, et ainsi de suite. Mais bon, c'est une opération militaire qui reste soutenable. C'est pour ça, je pense, que ça avance lentement. En tout cas, ni l'Ukraine ni l'Union européenne ne peuvent vraiment changer la situation sur le front. Et ils voient dans l'Arménie une occasion de riposter contre la Russie. En gros, en renforçant leurs efforts en Arménie contre la Russie, ils obligent Moscou à détourner des ressources diplomatiques, du renseignement ou d'autres moyens vers l'Arménie, pour contrer l'influence européenne là-bas. Donc, à mon avis, ils essaient de faire ça... et ça s'inscrit dans l'ensemble de cette confrontation avec la Russie, en utilisant l'Arménie comme levier contre elle.

#Pascal

À ton avis, comment tout ça est perçu en Iran ? Parce que c'est quand même le grand sujet dont personne ne parle. En ce moment, les États-Unis sont en train de perdre une guerre énorme contre l'Iran. On attend encore de voir s'ils vont, ou non, signer ce week-end un plan en quatorze points qui, s'il se confirme, serait en réalité une capitulation américaine. Et l'Iran est bien là. L'Iran est présent dans le Golfe. La région du Golfe a d'ailleurs pris beaucoup plus de poids ces derniers temps. Et j'ai du mal à imaginer que la région du Caucase ne les préoccupe pas aussi. Toute la zone au nord, autour de Tbilissi, c'est un territoire à majorité azérie, avec aussi des minorités arméniennes. Donc, forcément, l'Arménie doit aussi être dans les esprits des Iraniens. Qu'est-ce que tu sais, toi, sur ce fameux "éléphant dans la pièce" ?

#Mikael Darbinian

Eh bien, tout d'abord, je pense qu'il faut rappeler qu'il faut compter avec l'Iran. Beaucoup de gens pensaient, et certains en Occident ou dans d'autres pays ont même soutenu, vous savez, des mouvements séparatistes, ou du moins ce qui ressemblait à des mouvements séparatistes culturels

en Iran. Mais tout ça a montré, enfin, les derniers affrontements ont bien montré que l'Iran est solide. L'Iran ne donne pas l'impression d'être sur le point de se désintégrer. On n'a pas vu de grandes manifestations séparatistes ni rien de ce genre en Iran. Donc, à mon avis, c'était une erreur de calcul, ou une mauvaise évaluation, de la part de certains, notamment parmi ceux qui sont dans la confrontation avec l'Iran. Si vous m'aviez posé la question il y a, disons, dix ou quinze ans, j'aurais dit que l'Iran, à l'époque, avait un peu perdu son influence dans le Caucase du Sud, ce qui était effectivement le cas à ce moment-là.

Mais aujourd'hui, après la confrontation qui a suivi les attaques israélo-américaines contre l'Iran, entre février et le huit avril, je pense que l'Iran sort de ce conflit dans une position plus forte qu'avant. Ça ne veut pas dire qu'il n'a pas beaucoup perdu. Les dégâts matériels ont été énormes. Il y a eu des morts, et il a perdu des dirigeants politiques importants. Mais, à mon avis, il est plus fort aujourd'hui, justement parce qu'il est capable de dissuader les attaques américaines et israéliennes. Il y a quinze ans, c'était impensable. Et puis, avec la possibilité d'une présence américaine dans ce corridor dont on a parlé, au sud de l'Arménie — une partie du corridor central, le corridor commercial — en réalité, soixante-quatorze pour cent de ce corridor vont appartenir aux États-Unis. Les États-Unis vont en détenir soixante-quatorze pour cent, ils vont l'exploiter, avec des droits spécifiques, des droits exclusifs d'exploitation. Et tout cela, c'est juste à la frontière de l'Iran.

Comment l'Iran va-t-il interpréter ça ? Évidemment, pas de façon positive. Honnêtement, je ne peux pas vraiment le dire. Je ne sais pas quelles mesures l'Iran pourrait prendre, parce que, dans l'ensemble, les peuples iranien et arménien entretiennent de très bonnes relations. Il n'y a littéralement aucun problème entre eux. Ils se respectent mutuellement. Et le gouvernement iranien aussi a toujours eu de bons rapports avec l'Arménie. Donc c'est difficile à prévoir. Je ne peux pas dire ce que l'Iran va faire, mais cela pourrait avoir un impact sur les relations bilatérales, surtout pour une autre raison. En deux mille vingt-quatre, les médias ont rapporté que l'Arménie avait acheté environ cinq cents millions d'armes à l'Iran.

C'était en deux mille vingt-quatre. À ce moment-là, l'Arménie et l'Iran avaient nié tout ça. Mais le vingt-huit mai, il y a eu un défilé militaire ici, en Arménie, et on a vu ce qui semblait être au moins quatre types différents de systèmes d'armes iraniens. Des radars — deux radars. Pas des modèles très sophistiqués, mais quand même utilisables. Des missiles anti-aériens montés sur un pick-up, par exemple, et d'autres radars. Alors, imaginons qu'en deux mille vingt-quatre, l'Arménie ait effectivement acheté des armes à l'Iran. En deux mille vingt-cinq, l'Arménie a signé, en gros, l'accord du corridor, ce qui a amené les États-Unis à la frontière avec l'Iran. Je ne pense pas que ce soit une bonne chose pour les relations entre l'Arménie et l'Iran. Je ne pense pas que l'Iran fasse confiance au parti au pouvoir ni au gouvernement actuel, vu ce qu'ils ont fait. Et ça, ça va devenir un vrai problème.

#Pascal

Je veux dire, dans mon coin d'Internet, beaucoup s'attendent à ce que les États-Unis et l'Union européenne essaient d'utiliser l'Arménie comme un outil pour, en gros, mener le combat contre la Russie et contre l'Iran. Et qu'au passage, ils finissent par sacrifier l'Arménie, peut-être pas officiellement, mais peut-être même jusqu'à la démanteler complètement en tant que nation souveraine. Quelle crédibilité accordez-vous à ce genre de scénario ?

#Mikael Darbinian

Eh bien, la situation de l'Arménie en ce moment ressemble à celle de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie. Je veux dire... je suis désolé de le dire, mais c'est comme ça. En gros, ces pays ont tous été entraînés dans une confrontation entre l'Est et l'Ouest. Beaucoup d'ONG occidentales sont aussi impliquées là-dedans. De nouveaux récits se construisent, beaucoup même. Donc oui... c'est possible. C'est possible. Comment ça va évoluer, je ne sais pas. Parce que, encore une fois, la société arménienne n'est pas forcément ouvertement pro-Union européenne, ni ouvertement pro-Russe. La société arménienne accepte très bien la Russie, et aussi les nations européennes — pas les élites européennes, mais la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grèce. Il y a des Arméniens qui vivent en Grèce, il y a des Arméniens qui vivent en France. Donc je pense que, du fait du caractère un peu cosmopolite du peuple arménien, ils acceptent tout cela assez naturellement.

Alors, si on présente les choses comme ça, en disant que ce qui se passe en Arménie, c'est la volonté du peuple face à la Russie, etc., eh bien non, ce n'est pas vrai. Ce n'est tout simplement pas vrai. En réalité, c'est de l'influence étrangère dans le Caucase. Et ça, ça dure depuis des siècles. Depuis des siècles, différents acteurs étrangers sont venus dans le Caucase. Il y a eu l'Empire ottoman, l'Empire russe, l'Empire iranien... chacun utilisant différents groupes ethniques de la région pour mener ses propres campagnes. Et puis, pendant la période soviétique, ça n'existait plus, parce que tout le Caucase du Sud faisait partie d'un même cadre politique, d'une même institution. Donc, à ce moment-là, il n'y avait pas d'ingérence extérieure. Pendant les soixante-dix ans de domination soviétique, il n'y avait pas de véritable conflit.

Je veux dire, il y avait bien quelques tensions ethniques entre les Arméniens et les Azéris, mais il n'y avait pas de grands conflits, parce qu'il n'y avait pas d'influence extérieure. Après la chute de l'Union soviétique, on a vu ces influences revenir dans le Caucase, et c'est simplement la continuité de ce qui s'est toujours passé. Donc oui, c'est tout à fait possible que l'Union européenne se serve de l'Arménie. En ce moment, par exemple — je vais juste dire ça — l'Union économique eurasiatique, c'est-à-dire, elle regroupe aussi la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, le Kirghizistan, et plusieurs autres pays. C'est une union douanière où, en gros, ces pays commercent entre eux sans avoir à payer de droits de douane.

Eh bien, la Russie, dans un cas précis, a arrêté d'importer du poisson, du saumon de fontaine, depuis l'Arménie. Et, vous savez, une partie de la société arménienne a réagi en disant : « Regardez ce que fait la Russie ! » et ainsi de suite. Mais savez-vous pourquoi ils ont stoppé toutes ces

importations de poisson ? En fait, c'est parce que l'Arménie importait du poisson de Norvège, mettait des certificats comme s'il s'agissait de poisson arménien, puis le réexportait vers le marché russe. Ce qui s'est passé, c'est que, selon ssb.no, le Bureau norvégien des statistiques officielles, en deux mille vingt-trois, six tonnes de truite ont été exportées de Norvège vers l'Arménie. Et en deux mille vingt-quatre, deux mille deux cent vingt-quatre tonnes de truite ont été exportées de Norvège vers l'Arménie.

Pourquoi cette hausse soudaine ? On est en deux mille vingt-quatre. Et les inspecteurs russes, eux, sont allés dans plusieurs élevages de poissons en Arménie pour faire des contrôles. Ils avaient remarqué que les poissons qu'ils recevaient d'Arménie, avec ces faux certificats, étaient plus gros que la truite arménienne moyenne. La couleur était un peu différente, et même la forme, physiquement, n'était pas tout à fait la même. Alors ils sont allés sur place, dans ces élevages, et la moitié d'entre eux ont refusé de les laisser entrer, de les laisser examiner les poissons pour vérifier s'il y avait une différence. Donc voilà, c'est juste un exemple. Je ne sais pas si c'est le même genre de situation pour d'autres fruits ou d'autres produits agricoles.

Et pourquoi, justement, maintenant ? Eh bien, je pense, par exemple, au cas du poisson. Les douanes russes sur le poisson, ça met du temps avant qu'on voie vraiment les effets, avant que tout remonte jusqu'en haut. Et puis, si l'Arménie cherche en fait à rejoindre une autre union douanière, elle rompt son compromis avec l'union précédente, et elle remet en question tout le cadre de cette union douanière. Donc voilà, ce genre de choses arrive. Ça arrive, un peu comme quand l'Union européenne verse des millions au gouvernement pour financer la lutte contre la guerre hybride russe, juste avant les élections. Ce qui, avouons-le, paraît quand même un peu étrange.

#Pascal

Est-ce qu'on en sait quelque chose ? Est-ce que c'est clairement une ingérence électorale venue de l'extérieur, de la part de l'Union européenne ? Ou bien sait-on à quoi cet argent a réellement servi ?

#Mikael Darbinian

Ce n'est pas très transparent. Écoutez, je vais être honnête avec vous. Je n'ai pas vu de grandes ONG russes, ni d'ingérence russe. Je n'ai rien vu de tout ça. Il y a bien une ONG russe ici, une organisation humanitaire, mais ce n'est pas grand-chose. Beaucoup de gens ne savent même pas qu'elle existe. Elle va dans les villages, distribue quelques biens, mais c'est tout. Et peut-être qu'il y a aussi deux ou trois petites ONG pour les anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou les vétérans soviétiques. Donc, franchement, je pense que l'influence ou la présence russe en Arménie, dans ce sens-là, c'est nul. C'est presque rien. Moi, je n'en ai pas vu. Et pourtant, je suis les médias, tous les types de réseaux sociaux. Je suis aussi sur le terrain, avec les gens.

Je pense que, oui, l'argent... je ne peux pas dire à quoi il a servi, parce que tout ça n'a pas été très transparent. Entre mars et avril, un groupe d'une quatorzaine de personnes de l'équipe de réponse

hybride, comme l'Union européenne l'appelait, a été envoyé d'Europe vers l'Arménie. Et ça a coûté, je dirais, quelques millions aux contribuables européens pour les faire venir ici. Ce qu'ils ont fait... à mon avis, c'étaient des experts en marketing, des gens qui faisaient des sondages, et d'autres capables de fournir au gouvernement des conseils et des analyses indépendantes. C'est ce que je pense, mais je ne sais pas vraiment, parce que ce n'est pas très transparent. Officiellement, c'était censé servir à créer les conditions d'élections libres et équitables. Mais en réalité, personne ne sait vraiment où sont passés ces trente ou quarante millions.

#Pascal

Oui, enfin... quand on regarde à quel point ces élections étaient vraiment libres et équitables, on peut se demander s'il n'y aurait pas eu une meilleure façon d'allouer les ressources, ou même si tout cela n'a pas été, au fond, contre-productif. Mais selon vous, qu'est-ce que ça nous laisse maintenant, à court terme ? Dans une autre discussion que j'ai eue, après l'entretien, l'un des deux invités m'a dit : « Écoutez, on assiste peut-être au début d'une sorte de palestination de l'Arménie : un morcellement du territoire, avec l'Azerbaïdjan qui prend les hauteurs, et la Turquie qui commence à grignoter le pays de l'intérieur. » Autrement dit, il y a cette crainte qu'on soit en train d'assister au début de la fin du projet d'État-nation arménien. D'après vous, c'est exagéré, alarmiste, ou c'est aussi quelque chose qui vous inquiète ?

#Mikael Darbinian

C'est justement quelque chose qui inquiète beaucoup de gens ici, en Arménie. L'opinion publique est préoccupée, parce que toute cette confrontation géopolitique conduit, ou finira par conduire, à ce que l'Arménie soit intégrée dans l'ensemble du monde turcique. Et ce monde-là, le monde turcique, a sa propre culture, ses propres modes de vie, tout un univers à part. Mais entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, qui continuent d'avoir des politiques hostiles envers les Arméniens eux-mêmes — surtout l'Azerbaïdjan — et les objectifs stratégiques à long terme de la Turquie, qui cherche clairement à dominer le Caucase et à atteindre l'Asie centrale, tout cela reste bien présent.

L'Union européenne pousse à une normalisation entre l'Arménie et ces deux pays, à l'ouverture des frontières entre eux. Et bien sûr, ouvrir les frontières, c'est toujours positif, ça favorise les échanges, le commerce. Mais cette ouverture va aussi signifier l'arrivée massive de capitaux et d'entreprises turques sur le marché arménien. Elles vont racheter des biens immobiliers, et beaucoup de petits commerces ou de petites entreprises arméniennes risquent de ne pas pouvoir rivaliser avec des acteurs turcs plus grands et plus expérimentés. Les Azéris aussi seront présents — même s'ils ne sont pas aussi développés que la Turquie — mais, au fond, tout cela revient à intégrer l'Arménie dans la sphère d'influence turque. Et je pense aussi qu'une fois les frontières ouvertes, les deux bases militaires russes présentes depuis deux siècles — la cent deuxième base d'infanterie motorisée et la base aérienne d'Erebouni en Arménie — devront partir. Parce que le gouvernement actuel dira en quelque sorte : « La Russie, nous avons fait la paix avec la Turquie. »

Retirez, vous savez, retirez vos gardes-frontières, parce que les gardes-frontières russes sont aussi du côté turc, ou à la frontière avec la Turquie. Enlevez vos bases militaires et vos gardes-frontières, on n'a plus besoin de vous. Et après ça, ce sera la domination totale d'Ankara là-bas. Et pour ce qui est de la désintégration culturelle, c'est exactement ce que fait le gouvernement actuel. Vous savez, il supprime tous les éléments culturels, il réduit l'importance de la culture, il persécute l'Église. Donc oui, je veux dire, ça va devenir — et beaucoup de gens le pensent — ça va devenir une sorte de Palestine ou d'Ukraine. Ce sont des situations un peu différentes, bien sûr, mais dans les deux cas, c'est un pays sans véritable souveraineté. Et en ce moment, il n'en a déjà presque plus. C'est la position la plus faible qu'il ait jamais connue. Voilà, c'est exactement ça.

#Pascal

Comment ça a pu arriver, selon vous ? Je veux dire, encore une fois, l'Arménie a connu plusieurs cycles d'élections, et tout ça, mais il me semble que M. Pachinian a vraiment réussi à pousser le pays dans une direction qui n'a plus grand-chose à voir avec la souveraineté nationale. Je veux dire, signer l'abandon d'une partie du territoire de l'État, revendiquée depuis si longtemps, c'est énorme. Regardez le Japon ou la Chine : ils se disputent de minuscules îles, mais jamais ils ne renonceraient à leurs revendications. C'est ça, le point essentiel. On ne renonce jamais à une revendication, parce que, pour l'avenir, c'est évidemment un atout dans toute stratégie de négociation. Et là, on a un gouvernement arménien qui le fait, qui cède encore et encore à des revendications extérieures, à des prises de territoire de plus en plus nombreuses. Et au fond, ce qu'on appelle un « accord » dans ce contexte, c'est aussi une forme d'annexion par des puissances étrangères. Comment est-ce possible que ça passe dans le processus politique arménien ?

#Mikael Darbinian

Eh bien, c'est le Premier ministre, soutenu par la Turquie et l'Azerbaïdjan, qui cherche à maintenir son pouvoir. C'est ça qu'il veut. Et il est prêt à tout donner pour le garder. En faisant ça, il se met à l'abri avec les États-Unis pour le corridor. Il se met aussi à l'abri avec les Azéris. Il se met à l'abri avec l'Union européenne en s'opposant à la Russie. Et il se met à l'abri avec la Turquie sur le plan culturel — en effaçant, par exemple, le mont Ararat, et en déconstruisant peu à peu l'identité culturelle arménienne. Franchement, ça ne se serait produit dans aucun autre pays. C'est pour ça que je dis que ça mérite une étude sociologique, parce que c'est vraiment très étrange.

Mais lui, déjà en deux mille huit, il y avait des troubles civils partout, en partie à cause du Premier ministre et des manifestations de cette année-là. Et c'est à ce moment-là qu'il s'est vraiment montré. Il criait à la foule, il hurlait : « Il faut nettoyer la capitale, Erevan, de cette racaille arménienne du Karabakh. » Donc, déjà à l'époque, il était anti-arménien, anti-Artsakh. Je veux dire, au Haut-Karabakh, il y a des Arméniens qui y vivent. Ils ont leur propre dialecte. Mais comme dans toutes les régions d'Arménie, chacun a son dialecte. Et pour une raison ou une autre, cet homme-là était très opposé à ces gens-là. Et il est arrivé au pouvoir, en réalité, grâce aux ONG.

C'est bien ce que c'était, parce qu'on parle de deux mille dix-huit. Une série d'ONG soutenues par l'Occident, ce sont elles qui ont mobilisé beaucoup de gens. Et pour en donner une sorte de preuve, les États post-soviétiques ne se mobilisent pas vraiment, surtout les plus petits, comme l'Arménie, la Géorgie ou le Kirghizstan. Ils ne bougent pas tant qu'il n'y a pas un acteur extérieur qui les pousse ou qui organise les choses depuis l'extérieur. Sinon, ces sociétés sont encore... en général, elles sont encore en train de développer leur culture politique. C'est pareil pour l'Arménie. Ils ne se mobilisent pas vraiment tant qu'il n'y a pas ce genre de pression extérieure. Et donc, cet homme est arrivé au pouvoir en deux mille dix-huit pour y rester. Et il est prêt à céder n'importe quoi pour obtenir ce qu'il veut.

#Pascal

C'est très problématique pour vous, en tant qu'ancien diplomate américain. Comment évaluez-vous le rôle des États-Unis dans tout ça ? Parce que, d'une certaine manière, l'Arménie... pourquoi les États-Unis doivent-ils être là-bas ? Je veux dire, d'accord, il y a les terres rares, l'uranium, bien sûr, les aspects économiques, évidemment. Mais sur le plan militaire, parce que, si j'ai bien compris, ce serait l'armée américaine, ou au moins des sous-traitants militaires, qui assureraient la sécurité et obtiendraient des droits de base sur place. Est-ce que ce n'est pas tout simplement une ingérence flagrante dans les affaires étrangères ?

#Mikael Darbinian

Eh bien, vous savez, les États-Unis poursuivent leurs propres intérêts, leurs intérêts géostratégiques. Je pense que chaque pays doit faire la même chose. Les États-Unis le font, mais, vous savez, l'Arménie n'a pas forcément à tout accepter. Elle peut dire : écoutez, au lieu que les États-Unis prennent soixante-quatorze pour cent, donnez-moi cent pour cent, mais on fera des échanges, on restera en bons termes. Mais, vous savez, je pense que les États-Unis font simplement ce qu'ils ont décidé de faire, comme beaucoup d'autres pays le feraient. Chaque pays doit suivre ses propres intérêts nationaux. Ils ne peuvent pas vraiment se soucier des autres. L'Arménie, elle, ne le fait pas. Le gouvernement actuel, le parti au pouvoir et le Premier ministre ne le font pas, parce qu'il fait ce qu'il faut pour se maintenir au pouvoir. C'est tout. Voilà le vrai problème. Quant à l'armée américaine... je ne pense pas, du moins pour l'instant, que l'armée américaine serait présente là-bas.

Mais des sous-traitants, des sociétés de sécurité privées, oui, c'est tout à fait possible. Et puis, il y a un autre point important : c'est à la frontière iranienne. Donc, à part les États-Unis, qui d'autre pourrait être intéressé ? Des entreprises israéliennes, bien sûr. Franchement, si j'étais Israël, j'aimerais bien installer une société militaire sous contrat juste là, à la frontière de l'Arménie. Pourquoi pas ? Ce serait enfin possible. Mais c'est justement là que réside le problème. Ça crée beaucoup de tensions dans une zone où il n'y en a pas besoin. Chaque pays doit suivre, ou défendre, ses propres intérêts nationaux. Les États-Unis le font, et ils le font depuis longtemps. Les pays plus faibles, malheureusement, n'ont pas grand-chose à dire. Mais ils peuvent quand même exercer une forme de dissuasion, simplement en ne rompant pas leurs relations avec d'autres pays. L'Arménie, par

exemple, si elle ne cherche pas à rompre ses liens avec la Russie, avec l'Iran, avec la Chine, elle peut renforcer ses efforts diplomatiques dans ce sens et, d'une certaine manière, servir de contrepoids.

#Pascal

Même sous le gouvernement actuel de Pashinian, pensez-vous que l'Arménie va maintenir ses relations, commerciales ou autres, avec la Russie et l'Iran ? Ou bien pensez-vous qu'ils vont aussi sacrifier tout cela, au nom, disons, de leur volonté d'être de bons élèves de l'alliance occidentale ?

#Mikael Darbinian

Je pense qu'un cas extrême, c'est l'Ukraine, où ils ont tout sacrifié. Oui. Et sans vraiment récompenser leurs enfants. Oui, oui, c'est un exemple très, très triste. Mais voilà, c'est un exemple extrême. Un autre, ce serait peut-être la Géorgie... mais la Géorgie, elle, a changé de cap.

#Pascal

Oui, c'est vrai. Et maintenant, elle essaie clairement de ne plus être un simple pion, tu vois, elle essaie vraiment de garder un œil sur le secteur des ONG et de manœuvrer de façon neutre entre les grandes puissances. Mais l'Arménie, elle, semble faire exactement l'inverse.

#Mikael Darbinian

Oui, le problème de l'Arménie, c'est que, contrairement à la Géorgie et à l'Ukraine avant l'escalade de deux mille vingt-deux, ou à la Moldavie, le Premier ministre arménien contrôle littéralement tout dans le pays. Je veux dire, on n'est pas loin d'une dictature, dans ce sens-là. Il reste bien des médias qui peuvent le critiquer, mais les gens se font arrêter pour ça. Un blogueur a été arrêté hier, d'ailleurs. Oui, hier. Mais le fait est que, en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie, je ne suis pas convaincu que les dirigeants de ces pays... enfin, Zelensky maintenant, oui, évidemment, il contrôle tout. Mais Pashinyan, lui, contrôle vraiment tout. Absolument tout : les tribunaux, la Cour constitutionnelle, tout.

Donc, toute personne qui veut s'opposer à ça, elle est soit arrêtée, soit emprisonnée. Il y a eu plus de trois cents personnes arrêtées ou détenues depuis l'année dernière. Et ça continue encore. On ne peut tout simplement pas s'exprimer contre ça. Et je pense que c'est exactement ce que veut l'Occident, ou plutôt les parties prenantes dans cette affaire. Ils veulent un dirigeant qui soit, en gros, un dictateur, qui contrôle chaque aspect de la société arménienne pour que rien ne change. Un peu comme Zelensky, vous voyez, soutenu aussi par l'Union européenne, malgré les nombreuses inquiétudes concernant sa manière de gouverner. Je pense que l'Arménie est peut-être en train de prendre cette direction. Ça pourrait empirer. Et à mon avis, ça va empirer s'ils restent au pouvoir. Voilà.

#Pascal

Oui, et n'oublions pas que, si on fait ça, si on est un dictateur du bon côté de l'histoire pour l'Occident, eh bien on est invité à Washington, même si on a déjà figuré sur une liste de terroristes en Syrie, non ? Donc je pense que les signaux envoyés, les exemples donnés, sont vraiment très forts pour le Premier ministre arménien, pour Monsieur Pachinian, pour qu'il continue sur sa lancée.

#Mikael Darbinian

Oui, oui. Je pense que Trump, honnêtement, il ne se soucie pas vraiment de l'Arménie en tant que telle. Ce qu'il veut, c'est le corridor, pour ses propres objectifs géopolitiques, tu vois. L'Arménie... c'est où, déjà ? Qui est le dirigeant ? Il ne se souvenait même plus du nom du Premier ministre, plus tôt cette année, ou peut-être que c'était l'année dernière. Donc, voilà, ça montre bien à quel point c'est insignifiant pour lui. L'Arménie en elle-même n'a pas d'importance, c'est juste le territoire qui compte, et des hommes forts sur place pour le contrôler, c'est tout. Mais oui, en gros, c'est comme ça que ça se passe. Et si, pour une raison ou une autre, l'opposition est arrêtée — ce qui est possible — eh bien, elle pourrait tout simplement rester détenue de façon permanente après les élections.

Ça va effacer toute forme d'opposition à l'intérieur du pays. En gros, l'opposition est arrêtée, et si les autorités ne peuvent pas attraper quelqu'un, elles s'en prennent à la famille. Elles les mettent sous pression, elles licencient les proches, par exemple. Je connais plusieurs personnes qui ont été renvoyées de l'armée ou d'autres administrations simplement parce qu'un membre de leur famille faisait partie de l'opposition. C'est ce qui se passe en ce moment. Et c'est un feu vert. S'il reste au pouvoir, c'est littéralement un feu vert pour ce genre de pratiques : arrêter tout le monde et être...

#Pascal

C'est une situation très dangereuse pour le pays. Mais on ne peut pas la changer. Donc, on va simplement continuer à l'analyser. Et c'était un exposé vraiment très bon et très utile, surtout en regardant aussi du côté de l'Iran et du Kazakhstan, avec les informations qu'on en tire. Mikhaïl, merci beaucoup pour ça. Pour les personnes qui veulent te suivre ou lire davantage de tes analyses, où est-ce qu'elles peuvent aller ?

#Mikael Darbinian

Eh bien, je suis le fondateur de Security Observer, security-observer.com. Il y a aussi Security Observer Global Voices sur YouTube, où je donne essentiellement la parole au Sud global — à des experts du Sud global. Donc, on peut me retrouver sur YouTube ou sur security-observer.com.

#Pascal

Je mettrai un lien vers ton travail et vers ta chaîne YouTube dans la description, juste en dessous, pour que les gens puissent te retrouver facilement. Et on te reverra très bientôt, c'est sûr. Tiens-nous au courant s'il y a du nouveau. Mikhail Darbinyan, un grand merci pour ton temps aujourd'hui. Vraiment, merci beaucoup.